



Des égouts au robinet : réutiliser les eaux usées, une solution face à la sécheresse ?

Réutiliser les flots destinés aux égouts pour irriguer des champs, voire rendre l'eau potable, l'idée a longtemps été minoritaire en France. Elle prend de l'ampleur face au changement climatique.

ARTICLE RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

Durée : 5 min



Un technicien vérifie la qualité de l'eau de la station d'épuration de Saint-Jean-de-Cornies, dans le sud de la France, le 1er juillet 2021. Sylvain THOMAS / AFP

– Les plus lus –

- 1 Stanislas, le collège d'élite qui prône la "pudeur" féminine face aux ...
- 2 Hamish McRae : "La Russie perdra une partie de son vaste territoire d'..."
- 3 Haines et vengeances à l'Elysée : Emmanuel Macron comme vous ne l'avez...
- 4 Robert O'Brien : "Les Ukrainiens paient les choix d'Angela Merkel de l..."
- 5 The Family : règlements de compte au royaume de la start-up nation

Actualité | Société | Climat et transitions

Par Valentin Ekhkirch

Publié le 19/06/2022 à 07:30, mis à jour à 10:48

Partager cet article



La semaine de La Loupe

Chaque semaine, recevez la newsletter du podcast La Loupe

E-mail

Je m'inscris

Déjà touchée par une canicule inédite et particulièrement intense en ce mois de juin, la France est aujourd'hui confrontée à la double peine d'une sécheresse qui pourrait s'installer durablement cet été. Plus d'une quarantaine de départements connaissent ce samedi des restrictions d'eau, et au 18 juin près de 130 arrêtés ont été pris pour modérer l'usage de la ressource. En début de semaine, le Bureau de recherches géologiques et minières, qui surveille régulièrement l'état des ressources souterraines en eau, alertait sur les niveaux des nappes phréatiques historiquement bas dans certaines régions. "On a déjà connu des sécheresses de nappes aussi précoces, mais c'était localisé. Cette année, c'est généralisé à quasiment l'ensemble de la France", expliquait lors d'un point presse Violaine Bault, hydrogéologue au BRGM.

Dans les communes et les villes touchées par ce phénomène, la question de l'adaptation à ces épisodes de sécheresse de plus en plus marqués se pose depuis quelques années. Une solution semble aujourd'hui faire son chemin : mieux utiliser les eaux usées. L'idée n'est pas tout à fait neuve. Ces eaux sales, une fois retraitées, sont utilisées depuis de nombreuses années dans les pays particulièrement touchés par le stress hydrique. Mais en France la technique peine encore à se développer, notamment car la disponibilité de cette ressource n'a pas toujours été

LIRE AUSSI >> *Vagues de chaleur, canicules... Quand le réchauffement climatique nous promet l'enfer*

préoccupante. "Aujourd'hui, contrairement aux pays voisins, on utilise moins de 1% des eaux usées traitées alors que l'Italie est à 10%, et à l'autre bout du spectre Israël réutilise même à 95%", s'étonne Tristan Mathieu, le directeur général de la FP2E, le regroupement des acteurs de la filière eau.

Une irrigation sans danger

Plusieurs solutions existent déjà dans l'Hexagone pour combler les besoins d'irrigation des cultures, les arrosages des jardins publics et des golfs, ou nettoyer la voirie. En 2017, le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement en comptait près de 150. Pourtant 63 seulement étaient en fonction et les nouveaux projets sont encore timides. "L'usage agricole de la Réutilisation des eaux usées traitées (REUT) peine à se diversifier malgré des réussites historiques emblématiques", notait ainsi un rapport datant de 2020 faisant un panorama de la question. Il citait notamment des irrigations maraîchères à Noirmoutier, en place depuis 1981, mais aussi sur l'Île de Ré, depuis 1993.



L'application L'Express

Pour suivre l'analyse et le décryptage où que vous soyez



Télécharger l'app

Non loin de Montpellier (Hérault), Nassim Ait Mouheb mène pour l'institut national de recherche agronomique et environnementale (Inrae), une expérimentation sur une parcelle agricole et des cultures maraîchères visant à améliorer la connaissance de cette solution. De la vigne, des arbres fruitiers, des salades sont irriguées à partir des eaux traitées en provenance de la station d'épuration de la Métropole de Montpellier, située à proximité. "Dans un espace contrôlé de la station, on a des dispositifs de traitements complémentaires pour étudier des traitements innovants, et observer les impacts agronomiques et sanitaires selon les qualités d'eau", explique le chercheur. Le but est de prouver qu'une irrigation, après retraitement, est sans danger pour les consommateurs. Sur ce site l'eau fait l'objet de multiples filtrations, et de traitements pour obtenir une irrigation conforme aux normes sanitaires. Car pour irriguer, la réglementation impose de respecter certaines normes et nécessite de compléter les traitements selon l'usage qui est fait de cette eau. "On travaille à voir l'effet d'internalisation de certains indicateurs de pathogènes ou de polluants, dans les salades par exemple, selon les qualités d'eau que l'on utilise", explique Nassim Ait Mouheb. L'enjeu est important, dans cette région particulièrement touchée par les vagues de chaleur et les sécheresses. "Il y a une grande attente des collectivités, avec le changement climatique on doit trouver de nouvelles ressources en eau et la REUT s'impose de plus dans les esprits", juge-t-il.

LIRE AUSSI >> Le retour de la sécheresse : 5 questions pour comprendre le phénomène qui s'abat sur la France

Économie circulaire

Dans les années 1980, les premiers projets de réutilisation ont été implantés dans les zones littorales pour une bonne raison : chaque année dans ces communes, des millions de mètres cubes d'eaux grises finissent dans la mer après traitement. Une aberration pour certains, alors que la ressource devient de plus en plus rare, et qui amène à considérer de nouveau la REUT. "Dans notre département, en Vendée,

– Opinions –

La chronique de Frédéric Filloux

Chargeur unique pour les smartphones : l'oukaze lancé par Bruxelles co...



Frédéric Filloux

La chronique de Nicolas Bouzou

"Les universitaires mélenchonistes sont à l'économie ce que Raoult est..."



Nicolas Bouzou

Tribune

Dominique Reynié : Le recours excessif à la dépense publique encourage...



Par Dominique Reynié, professeur des universités à Sciences po et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

Chronique

De Macron à Mélenchon, l'ère des "bullshitters", par Abnousse Shalmani



Abnousse Shalmani

on gagne environ 1% de population par an, c'est une augmentation qui représente et 500 000 m3 supplémentaire d'eau utilisée chaque année", relate Jérôme Bortoli, directeur général de Vendée Eau. Le département, qui est d'ores et déjà concerné par une sécheresse contraignant à des restrictions, s'est lancé dans un projet visant à réutiliser l'eau usée pour la rendre... potable.

Baptisé Jourdain, ce pilote inédit en Europe comprend un système de traitement indirect : une première partie des eaux traditionnellement nettoyées par la station d'épuration des Sables-d'Olonne sera affinée

avant d'être relâchée dans un cours d'eau naturel, puis prélevée vers une usine de production qui rendra l'eau consommable à destination des foyers. "L'enjeu sur la ressource en eau potable est très important dans le département", insiste Jérôme Bortoli. Ce projet devrait permettre d'ici à 2026 de disposer d'une ressource complémentaire de 1,5 million de mètres cubes entre mai à octobre durant les années sèches. Encore faudra-t-il convaincre les habitants, alors que tous ne sont pas encore prêts à boire un verre dont le précieux liquide a transité par leurs égouts. "Il y a des verrous sociaux", reconnaît le directeur général du syndicat, qui reste confiant : "il faut préparer l'ensemble des populations à s'inscrire dans cette logique d'économie circulaire, mais ce sont des notions qui évoluent assez vite."

LIRE AUSSI >> Canicules, vagues de chaleur : "Il y a urgence à renaturer les villes"

Sur le même sujet



Incendies dans le Var :
deux morts, 6300
hectares brûlés



**"Nous avons atteint nos
limites": peut-on encore
ralentir...**



**Lutte contre la sécheresse
: "Il faut recharger
artificiellement..."**

Selon le Céréma, en adoptant un taux moyen de 20 % de volume d'eau utilisée chaque année, celui d'eaux usées traitées potentiellement exploitable peut être estimé à 1,6 milliard de mètres cubes par an. Un gisement d'eau douce particulièrement enviable. "Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas travailler sur les adaptations de l'agriculture et l'irrigation elle-même, mais cette option peut représenter une partie de la solution", évoque Tristan Mathieu. Le délégué général de la FP2E se risque même à une prophétie : "dans 10 ans ça sera l'une des ressources majeures en France."
